

jeunesse intellectuelle. Ses effets les plus importants, encore que plus tardifs et moins tapageurs, ont lieu au sein de la classe ouvrière :

La montée de la combativité ouvrière attise la contradiction entre la volonté de lutte des travailleurs les plus avancés et des directions ouvrières. Cette contradiction n'a cessé de s'axacer de 1965 à 1968. A mesure que les militants ouvriers les plus combattifs se persuadent de l'inefficacité de la tactique réformiste, ils tendent à entrer en conflit avec les dirigeants qui dans l'entreprise s'efforcent par tous les moyens d'imposer cette tactique et à défaut, de casser les luttes. Lorsque cette contradiction atteint un certain seuil (c'est-à-dire lorsqu'elle oppose aux bureaucrates réformistes, non plus seulement quelques travailleurs isolés, mais pratiquement la frange des ouvriers les plus actifs dans l'entreprise), alors se cristallise une situation de débordement possible des appareils bureaucratiques par la base. De tels débordements « sauvages » ou « contrôlés », se sont produits localement en 1966-67. Ils se sont produits massivement en Mai-Juin 68, sous l'impact de la victoire étudiante. Sentant venir l'explosion, les directions bureaucratiques ont préféré prendre les devants, dans l'espoir de contrôler le mouvement. Ça n'a pas empêché Seguy de se faire siffler à Renault, le lendemain des premiers accords de Grenelle.

Le débordement des appareils marque l'irruption dans le champ de la lutte des classes d'un mouvement ouvrier spontané-radical, en rupture confuse avec la tactique réformiste des directions traditionnelles. Ce mouvement ouvrier radical est apparu de façon plus ou moins affirmé, dans tous les pays capitalistes d'Europe, avançant ses propres revendications et imposant ses propres méthodes de lutte. Ce qui caractérise ces revendications, c'est le refus de l'organisation patronale du travail (revendications anti-hiérarchiques, cadences, système de rétribution, réduction des horaires etc...), en rupture avec la logique réformiste du donnant-donnant. Quant aux méthodes de lutte (occupations, séquestrations, cortèges internes...), elles brisent avec le légalisme étriqué des appareils au profit de « l'action directe ».

En Italie, où le processus de radicalisation de la classe ouvrière est allé le plus loin, ce mouvement ouvrier spontané s'est auto-organisé dans les Comités Unitaires de Base, organismes ouvriers informels (de type CA), ouverts aux militants étudiants d'avant-garde. Ces organismes ouvriers autonomes ont opposé leur propre ligne à la ligne réformiste des bureaucraties syndicales, la lutte politique se menant devant la base, au sein de l'Assemblée ouvrière d'atelier ou d'entreprise.

En France la contradiction entre la volonté de combat d'importantes couches ouvrières et la politique timorée des appareils ne s'est pas résorbée après Mai 68 (par un reflux de la combativité des masses ou par un « durcissement » significatif des directions). Entre les ouvriers les plus combattifs et les bureaucrates se sont instaurés des relations de méfiance, caractérisées par une constante pratique de pression, de fait accompli, d'autonomie dans l'action que pratiquent les travailleurs, tout en recourant aux compétences des directions syndicales comme intermédiaires nécessaires avec le patronat et l'Etat.

Simultanément, des cadres ouvriers organisateurs de la classe, militants de longue date du PCF et à la CGT, commencent à tirer les leçons politiques de la trahison de Mai 68, dans un contexte marqué par l'invasion de la Tchécoslovaquie, l'éviction de Tillon, les fusillades de Gdansk.

Née de l'aggravation de l'exploitation capitaliste, la

radicalisation ouvrière se traduit par le développement d'ailes gauches, ou d'éléments « durs » dans les organisations traditionnelles (FEN, CFDT, CGT). L'avant-garde ouvrière de fait se manifeste dans l'âpreté qu'elle donne aux luttes. Il semble qu'elle vient d'apparaître également au niveau électoral, lors des dernières municipales (succès des listes LO-PSU).

Quelle que soit sa confusion politique initiale (centrisme), cette avant-garde cherche la voie de la lutte anti-capitaliste dans l'entreprise, donc de l'organisation. Ses éléments les plus conscients, regroupés dans les seuls cadres d'animation réelle des luttes quotidiennes dans l'entreprise — les syndicats — s'efforcent d'imposer leur conception de la lutte aux directions.

3) La radicalisation des masses et la construction du Parti.

a) Les nouvelles perspectives des MR

Le processus de radicalisation des masses se traduit

1-par une hausse générale de la combativité populaire (et en ce qui concerne d'importantes couches de la jeunesse, par une véritable sécession politique).

2-par l'émergence d'une nouvelle extrême-gauche (essentiellement à deux composantes : le mouvement de la petite bourgeoisie radicalisée et l'extrême-gauche ouvrière) ;

3-par un développement rapide des organisations révolutionnaires, puisant des forces neuves dans la nouvelle extrême-gauche.

Cette situation nouvelle ouvre en effet des perspectives exceptionnelles à l'avant-garde marxiste : elle marque la fin de la période de réclusion politique ; elle crée les conditions objectives du développement de l'avant-garde M.R. et de son implantation dans la classe :

Avec l'émergence du mouvement de la jeunesse scolarisée, l'avant-garde M.R. acquiert une base de masse, lui permettant d'intervenir directement (sur sa propre ligne) dans le champ politique. Ainsi, elle s'affirme nationalement comme pôle révolutionnaire crédible ; modifie à son profit les rapports de force (avec l'Etat bourgeois et les bureaucraties ouvrières) ; fait la preuve de la valeur de sa ligne ; favorise le processus de radicalisation au sein de la classe ouvrière ; et gagne sur cette base la confiance des militants ouvriers avancés, tout en exacerbant les contradictions de l'appareil stalinien.

Les progrès de la radicalisation ouvrière créent les possibilités objectives de l'implantation de l'avant-garde marxiste dans les entreprises et de son développement au sein des syndicats. L'organisation M.R. peut intervenir directement dans les luttes en apportant son soutien militant à l'« avant-garde ouvrière large », notamment lorsque celle-ci se heurte au sabotage des directions syndicales (cf. Batignolles ; BHV-Garges ; Mammouth, etc...). Elle peut (et elle doit) également, au sein des organisations syndicales donner une forme organisée à la méfiance ouvrière à l'égard des directions bureaucratiques (perspectives des fractions, tendance syndicale).

Enfin, loin de se contenter d'utiliser simplement le mouvement de la jeunesse radicalisée comme instrument au service de la percée ouvrière, elle peut s'implanter solidement dans les secteurs de la jeunesse et gagner ainsi à la politique et à l'organisation marxiste une frange importante de la jeunesse radicalisée, passant de « la révolte à la révolution ».

b) La nécessaire mutation.

Mais l'avant-garde marxiste ne pourra exploiter ces perspectives nouvelles qu'au prix d'un immense effort d'auto-transformation. Il lui faut se donner les moyens d'accomplir les tâches politiques nouvelles que lui assigne l'essor du mouvement de masse : tâches